

nions que les participants au débat ont soutenues sur la guerre dans son ensemble, et de dire que je ne puis être de l'avis du premier ministre, pas plus sur le succès de la campagne que sur l'efficacité des moyens que l'on prend pour assurer la victoire. C'est mon inquiétude que si, aujourd'hui, la situation des alliés n'est pas plus avantageuse, c'est que les nations alliées n'ont pas osé envisager la situation bien en face. Nous avons cherché à vaincre sur le papier, au moyen d'ergotage, de démonstration et de preuves, mais pour gagner la victoire il faut deux choses seulement: le sang et le sacrifice. Plus clairement nous le comprendrons plus vite et plus soigneusement nous nous préparons, plus tôt alors et plus sûrement nous l'emporterons. Je ne vois pas qu'on puisse exagérer la **crise actuelle**. Quand je lis qu'on passe la charrue dans les admirables parcs de l'Angleterre pour y semer le grain qu'exige la guerre; quand j'entends dire que l'Anglais, le riche Anglais, se met au pain noir à cause de la guerre; quand la nouvelle m'arrive que le premier ministre d'Angleterre demande à la nation des sacrifices d'hommes et de ressources sans nombre, alors je me dis que nous ne nous rendons pas justice, que nous ne rendons pas justice à la cause, si nous n'envisageons pas les choses sans broncher et ne décidons pas que ce que nous avons à faire, c'est tout notre possible, le mieux possible, le plus tôt possible.

Les esprits me paraissent plutôt incertains sur la valeur respective des services qui aident à la guerre. On a écrit, on m'a soutenu, que l'approvisionnement, la fabrication des munitions, le service des transports, ont la même importance que la contribution en soldats. Ce point de vue n'est pas le mien. Non seulement j'y vois une erreur, mais un danger imminent et terrible pour l'efficacité de notre contribution à la guerre. Je n'ai pas la moindre intention de rabaisser l'importance du travail d'aucun de ceux qui s'adonnent à ces industries. Il se peut que je ne puisse expliquer clairement ma manière de voir à ce sujet de la différence entre celui qui quitte sa famille, ses amis, son bien, sa carrière, tout enfin, pour s'exposer aux terribles misères de la ligne de feu, et qui chaque jour, chaque instant, risque sa vie ou ses membres pour la cause dont il veut le triomphe, la différence, dis-je, entre l'importance de ses services et ceux de l'homme, quelle que soit sa valeur, qui travaille à la fabrication des munitions, sur une ferme, au service des transports ou à d'autres services; un

homme bien rémunéré, qui jouit de tous les comforts comme en temps de paix; qui même souvent touche un meilleur salaire et fait une vie incomparablement plus aisée qu'avant la guerre. A mon avis, on a tort de mettre ces deux catégories sur un pied d'égalité. Si je n'impatiente pas les députés par une discussion de ce genre, j'exposerai ma manière de voir. Celui qui se destine au front doit d'abord être choisi, au physique, parmi les plus parfaits spécimens de la race. Non pas tous, en réalité une proportion, plutôt minime, sont physiquement aptes à supporter les misères et les risques de la ligne de feu. Un homme incapable de se rendre au front peut fort bien entreprendre ces autres services, services nécessaires, où il peut être d'une très grande utilité.

Mais le nombre d'hommes que vous pouvez envoyer au front se recrute parmi la fleur de nos forces viriles et encore ne représente-t-il qu'une proportion assez petite de ces forces. Par conséquent, ce qu'il faut surtout, ce sont les hommes sur la ligne de bataille, et, à moins qu'ils ne soient assez nombreux et de la qualité voulue, physiquement aussi bien que moralement, à quoi servirait-il d'avoir des fabriques de munitions, des fermes pour la production des vivres, ou des facilités de transport? C'est l'homme sur la ligne de bataille qui remporte la victoire et il s'agit pour nous d'étudier les moyens de placer en ligne de bataille des hommes de la qualité requise, de les mettre là en temps voulu, et de leur donner des officiers compétents. Etudions d'abord ce qui doit venir en premier lieu.

Admettons que le premier devoir de ceux qui ont la direction de nos affaires est d'envoyer nos hommes au front.

Nous devons d'abord poser comme admis que l'on reconnaissait ce principe quand, au premier jour de l'an 1916, le premier ministre du Canada demandait au peuple canadien de fournir un demi-million d'hommes.

Le peuple a donné à l'appel toute la considération qu'il méritait, il en a reconnu l'à-propos et la justesse et, autant que je sache, n'a fait entendre aucune récrimination.

Un semblable appel fait par le premier ministre du Canada et accueilli sans récrimination aucune chez la population constituait un engagement d'honneur de la part du Canada envers lui-même, l'empire dont il fait partie et les puissances alliées, un pacte garantissant qu'il saurait tenir sa promesse. Il y a eu, depuis cette date, beaucoup de recrutement, comme l'a dit